



**mouvement
écologique**

La transparence sur les usages de pesticides mise en cause ? !

Au niveau de l'UE, des négociations sont en cours sur la transparence de la collecte et de la publication des statistiques des États membres de l'UE sur l'utilisation des pesticides dans l'agriculture.

En novembre 2021 déjà, le Mouvement Écologique a soutenu, avec d'autres ONG, un appel de "Client Earth" demandant aux gouvernements nationaux de plaider au sein du Conseil de l'Union européenne en faveur de la collecte et de la publication obligatoire des données sur les pesticides. (1)

Malheureusement, les craintes exprimées par les organisations dans l'appel, à savoir que le projet de loi (plutôt correct) de la Commission européenne et du Parlement européen serait édulcoré lors des discussions entre les États membres, sont désormais devenues réalité. Dorénavant, des données peu significatives sur les quantités de pesticides utilisées doivent être publiées de manière transparente et en temps réel. Grâce à une analyse détaillée des rapports de réunion, PAN Europe a pu démontrer comment plusieurs états membres de l'UE ont contribué de manière significative à cette détérioration. Par conséquent, il est prévu qu'à l'avenir :

- la saisie numérique des données ne soit plus obligatoire (même au Luxembourg, ces données sont actuellement encore soumises en grande partie sur des formulaires papier) ;
- la transmission des données à l'UE ne se fera plus que tous les 5 (!) ans.

Selon le présent rapport, les représentants luxembourgeois n'ont heureusement pas contesté la proposition de la Commission européenne, mais ils ne se sont pas non plus exprimés activement en faveur du maintien des propositions initiales.

Étant donné que le nouveau gouvernement allemand, contrairement au précédent, devrait plutôt soutenir la position des organisations environnementales, on peut toutefois espérer que la transparence au niveau de l'UE en matière d'utilisation de pesticides toxiques sera à nouveau prise en compte dans le projet de loi final.

A l'instar de sa position sans équivoque sur l'énergie nucléaire, le gouvernement luxembourgeois aurait tout intérêt à s'engager *activement* en faveur de la biodiversité et pour une réduction conséquente des pesticides dans nos paysages ! En d'autres termes : soutenir sans faille le projet de la Commission européenne.

Dans le sens d'une meilleure transparence, le Luxembourg doit également remettre en question son attitude au niveau national en ce qui concerne la non-publication des chiffres de vente des pesticides : dans ce domaine, notre gouvernement continue à freiner des deux pieds et se cache derrière les dispositions relatives à la protection des données pour garder (comme seul pays de l'UE !) les chiffres sous clé !

Mouvement Ecologique

17.2.2022

[\[1\]](#) Pesticide Action Network Europe